

TOGO : Un retour au calme sur fond d'incertitudes multiples

Par Aghu | 25/06/2012 | 20:05:00 <http://koaci.com/articles-75865>



TOGO - LOME LE 25 JUIN 2012 © koaci.com - Après les tumultes de la semaine dernière, le calme est revenu sur l'ensemble du territoire. S'ils attendent la réponse du pouvoir à propos du dialogue, les Togolais ne décryptent pas moins pour l'instant, les incertitudes qui marquent cette période importante pour la tenue d'élections apaisées.

Echaudé par la forte mobilisation populaire à l'appel du Collectif « Sauvons le Togo », le pouvoir de Faure Gnassingbé qui planifiait un passage en force électoral, souffle le chaud et le froid. Ainsi, pendant que le Ministre de l'Administration territoriale Pascal Bodjona, en charge du pilotage du saupoudrage cosmétique en lieu et place de réformes devant garantir des élections équitables, transparentes et démocratiques, déclare et réitère la disponibilité du pouvoir au dialogue, le Conseiller Spécial du Chef de l'Etat Gilbert Bawara, en son temps débarqué du gouvernement sous condition de Gilchrist Olympio qui le répugnait pour son insolence, jette de l'huile sur le feu.

Pour l'ancien Ministre du Plan redevenu homme lige de Faure Gnassingbé dans son projet de création d'une nouvelle formation politique, ceux qui ont manifesté les 12 et 13 juin à l'appel du CST sont des badauds et « ne représentent rien dans notre pays ».

Des propos qui ont remonté les responsables du Collectif, mais également les militants de l'opposition. Nonobstant, c'est le calme total en début de cette semaine à Lomé comme à l'intérieur du pays.

On murmure cependant une série de meetings que le Collectif « Sauvons le Togo » entend animer dans les villes de l'intérieur et qui sera couronnée par un grand meeting dimanche prochain dans la capitale.

En attendant, les ministres du gouvernement dont certains comme Kondi Agba, ont jusqu'ici gardé le silence, sont montés au créneau le week-end.

Ils fustigent le CST de vouloir provoquer une crise et accusent l'opposition d'avoir planifié les violences enregistrées à l'occasion des manifestations. Accusations rejetées par cette dernière qui évoque un plan ourdi par le pouvoir pour la discrétiser, voire la décapiter. Une thèse appuyée par les aveux d'un chef de miliciens, recruté par des proches du pouvoir. Mais de plus en plus de voix à l'instar de celle de Me Attoh-Mensah Sylvain de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) s'élèvent pour

condamner le recours excessif à la force de la part des forces de sécurité de même que les arrestations illégales. Elles appellent à une « dialogue sincère ».

Une perspective qui suscite des inquiétudes auprès de certains observateurs par rapport au manque de cohésion qu'affiche le CST. Indexé comme étant un « magma » qui ne facilite pas une lisibilité de la situation, le Collectif inquiète par les approximations de ses responsables. Tantôt demandeur de dialogue et tantôt médiateur qui souhaite mettre autour d'une table les hommes politiques, selon certains de ses responsables, le CST comme le pouvoir n'a pas un discours uniforme sur l'opportunité d'un dialogue, encore moins sur la définition du cadre éventuel pour des pourparlers.

Mais plus inquiétant, Kofi Yamgnane, responsable du mouvement politique « Sursaut Togo », membre du CST, s'érige en donneur de leçons à ses collègues. « Je demande aux responsables du Collectif de faire au pouvoir des propositions concrètes d'évolution pacifique du pays.

Ces propositions sont d'autant plus faciles à écrire que tout ce que demandent les manifestants, réformes institutionnelles et constitutionnelles devant amener le pays vers la démocratie politique et le respect des Droits de l'Homme, est déjà contenu dans l'APG (Accord Politique Global) signé à Ouagadougou en 2006 entre le pouvoir et les oppositions sous l'égide du Président Blaise Compaoré ». Koffi Yamgnane ainsi tente de peaufiner son statut du présidentiable naturel de la coalition.

Pendant ce temps, l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo joue à fond sur sa persécution par le pouvoir, pour réitérer sa légitimité à se réclamer d'une opposition qui doit aller en rangs serrés aux prochaines élections sur la base d'un accord électoral. Une demande qui ne suscite pas particulièrement de l'enthousiasme auprès de l'ANC plus en phase avec les petites formations politiques qui ont démontré une détermination et une constance dans leur soutien et revendications de la victoire de Jean-Pierre Fabre à l'issue de l'élection présidentielle de mars 2010.

A mi-distance entre sa participation au CST et son boycott tout comme le fait le CAR, la CDPA ne rate aucune occasion pour appeler à un accord électoral en vue de décider l'ensemble des partis de l'opposition à adhérer à la dynamique actuelle de revendications populaires. De quoi craindre pour une nouvelle cacophonie. Sauf aux uns et aux autres de se rappeler ses mots du célèbre homme politique et révolutionnaire argentin Che Guevara : « On peut douter de tout, sauf de son devoir de se mettre au côté d'un peuple humilié et en lutte ».